

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

SUPPLEMENT POUR LA BELGIQUE DU N° 115 AVRIL 1961

0,25 NF

64, Rue de Richelieu, Paris 2°

2,50 FB

VERS UNE NOUVELLE TRAHISON DES SOCIAUX - DEMOCRATES ?

Au lendemain de la grève générale, le P.S. belge n'a pas été secoué par une crise sérieuse mais une grande inquiétude se manifestait chez les membres du bureau du parti. Cet organisme où l'aile droite (Van Acker, Spinoy) demeure majoritaire face à une aile centre-gauche indécise (Collard, Merlot) et qui ne contient aucun représentant de gauche, même modéré, décida, dans son désarroi, de faire appel au « sauveur suprême » Paul-Henri Spaak, le trop célèbre secrétaire général de l'O.T.A.N.

La grande peur des réformistes, à la veille des élections du 26 mars était en effet la perte de voix sur la droite, qu'ils jugeaient inévitable après les bris de vitres par les grévistes à Liège notamment. Spaak, c'était pour eux un geste de bonne volonté à l'égard des « classes moyennes » et autres amis de l'ordre.

Mais l'opération Spaak avait un autre but. Van Acker n'a plus guère de prestige, en Wallonie tout au moins, chez les travailleurs socialistes. Il fallait donc trouver un autre homme qui soit à la fois un homme de confiance pour la bourgeoisie et un dirigeant socialiste que les travailleurs puissent accepter. Spaak ne fait l'affaire qu'à demi mais il n'existe pas de personnalité de rechange, hormi lui, pour la droite socialiste.

P. VAN DAMME

Le maintien des positions socialistes aux élections a surpris ces beaux messieurs les réformistes mais ne leur donne que plus d'envie de mordre à nouveau au gâteau gouvernemental. La seule coalition acceptable, disent-ils, est une alliance P.S.C.-P.S.B. (sociaux-chrétiens et socialistes). Cette alliance, présidée par Spaak ou par le président du P.S.C. Lefèvre, donnerait un gouvernement non pas des syndicats (chrétien et socialiste) comme le crie le parti libéral, qui craint d'être exclu du pouvoir, mais un gouvernement contrôlé par les puissances financières qui continuent à diriger le P.S.C. par son aile droite bourgeoise et cléricale.

La gauche socialiste sera-t-elle abusée et croira-t-elle aux promesses d'une telle équipe gouvernementale? Ce n'est pas sûr mais on peut le craindre en partie. En effet, Renard vient de déclarer que cette coalition gouvernementale serait une solution favorable aux réformes de structure dont l'économie belge a besoin et qui sont au centre du programme de la gauche syndicale et socialiste. Cependant il est évident qu'un tel gouvernement sera contrôlé par les holdings et ne s'attaquera pas à leur pouvoir illimité sur l'économie belge. Tout au plus pourra-t-il accorder quelques miettes de réformes sociales aux travailleurs mais ceux-ci ne tarderont pas à les rembourser par un chômage accru ou une fiscalité encore plus lourde.

(Suite page 4.)

COMMENT A ECLATE LA GREVE GENERALE DANS LA METALLURGIE LIEGEOISE

Le 20 décembre 1960, de nombreuses assemblées ont eu lieu au sein de Cockerill-Ougrée et malgré les efforts des délégués F.G.T.B. fidèles au vote du 16 décembre, plusieurs services partirent en grève. Des ouvriers appartenant principalement au petit montage, aux ateliers centraux et au service électrique Seraing parcoururent l'usine provoquant un débrayage quasi général.

Le même soir, alors que les trois quarts de l'usine étaient déjà effectivement en grève, les délégués de l'entreprise se prononcèrent contre celle-ci à l'unanimité moins trois voix.

Le 21, ils tentèrent une dernière fois de maintenir les ouvriers au travail mais, complètement débordés partout, disparurent pour la plupart.

Tandis que les travailleurs de Seraing envahissaient la permanence syndicale (vide), rue Goffait, puis les usines Espérance Longdoz et enfin les bureaux de Cockerill-Ougrée, ceux d'Ougrée manifestaient devant la permanence syndicale de l'entreprise.

Une ultime tentative de certains délégués qui disent aux travailleurs d'Ougrée que ceux de Seraing travaillaient et vice-versa, échoua et les deux groupes firent leur jonction.

Le nombre des manifestants s'élevait à plusieurs milliers. Ils bloquèrent toute circulation à Seraing, arrêtaient les tramways et les renvoyèrent au dépôt.

Ils envahirent successivement le bureau des Contributions à Jemeppe-sur-Meuse, les usines Ferblatil, Tolmatil et Marechal-Katin, ainsi que tous les magasins et ateliers situés sur leur passage.

A Selesson, après des heures de marche sous une pluie glacée et ininterrompue, ils étaient encore plusieurs centaines pour se heurter à un imposant groupe de gendarmes incapables de les arrêter.

Marchant sur la « Maison des Syndicats », place Saint-Paul, où ils voulaient obliger leurs dirigeants à reconnaître leur grève, ils arrêtaient encore « L'Electricité du Pays de Liège » et les « Ateliers de la Meuse ».

Dès leur arrivée sur le territoire de la ville de Liège, ils furent escortés par un fort détachement de la police locale et, policiers devant, gendarmes derrière, au son de « l'Internationale » deux cents manifestants arrivèrent place Saint-Paul.

Ils y votèrent à l'unanimité la résolution suivante :

« Pour lutter contre la loi unique, et pour les réformes de structure, les travailleurs ont décidé le recours à la grève générale.

« Celle-ci est effective dans la région de Seraing depuis le 21 décembre 1960.

« Les travailleurs exigent qu'une assemblée générale les réunisse le 23 décembre, à 10 h. 30, à la Passerelle ou au pont de Seraing. »

Ils invitèrent en vain les journaux « La Wallonie », « Le Monde du Travail » et « Le Drapeau Rouge » à publier cette résolution.

(Suite page 4.)